



Additif au tableau d'avancement au grade de la hors-classe des conseillers principaux d'éducation

La rectrice de l'académie de Grenoble

- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n°70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation ;
- Vu l'arrêté académique du 13 juillet 2023 ;
- Considérant que le contingent académique de la campagne 2023 d'accès à la hors-classe des conseillers principaux d'éducation n'est pas atteint ;

ARRÊTE

Article 1 : Les conseillers principaux d'éducation de classe normale dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2023 pour l'accès au grade de la hors-classe des conseillers principaux d'éducation, sont promus au grade de la hors-classe des conseillers principaux d'éducation à compter du 1er septembre 2023

Nom	Nom de famille	Prénom	Discipline
AMARD	REBREYEND	Sylvie	Education
DESSEVRE	DESSEVRE	Patricia	Education

Article 2 : Le classement de chacun des intéressés dans son nouveau grade fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Article 3 : La secrétaire générale de l'académie de Grenoble est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Grenoble, le 24 octobre 2023

Pour la rectrice et par délégation,
La secrétaire générale adjointe,
Directrice des ressources humaines

Céline BLANCHARD

Voies et délais de recours :

Si vous souhaitez contester la décision prise par l'administration, vous avez trois possibilités :

- 1°) Vous pouvez former un recours gracieux devant l'auteur de la décision que vous désirez contester.
- 2°) Vous pouvez former un recours hiérarchique devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Ces deux recours doivent être déposés dans le délai du recours contentieux soit deux mois : ils ont alors pour effet de proroger le délai du recours contentieux.

3°) Vous pouvez également former un recours contentieux devant le tribunal administratif du lieu de votre résidence ; il doit être déposé dans un délai de 2 mois à compter de la notification soit de la décision d'origine que vous désirez contester, soit de la réponse au recours gracieux ou hiérarchique que vous aurez déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par voie dématérialisée sur l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr)

La décision contestée ou le rejet du recours gracieux ou hiérarchique peut être explicite ou implicite ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet attaquable aux conditions visées ci-dessus.

Si une décision explicite de rejet intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.